

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1764>



UTC-UGTG Sèksyon Gwayav : La Guadeloupe serait-elle dépourvue d'élus, de préfet, député ou de sénateur ?



- Actualité -
Date de mise en ligne lundi 9 avril 2012

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Il y a un conflit qui dure près de 4 mois au sein d'une commune de 8 000 habitants (Commune de Goyave) pour le respect et l'application des Lois Républicaines.

Les travailleurs affiliés à notre organisation revendiquent le maintien de 40% de vie chère en cas de congé de maladie et de maternité, le droit à la formation, l'évolution de carrière la notation, avancements, et les conditions de travail (harcèlement et discrimination...).

Suite à une grève de 3 mois (du 17 décembre 2008 au 10 mars 2009) pour les mêmes revendications, qui s'est soldée par des incendies, coups de fusil, jets de pierres et violence avec Cocktail Molotov. Un protocole visant à mettre fin à ce conflit a été signé en préfecture le 10 mars 2009, à ce jour, les accords n'ont pas été respectés.

En connivence avec son conseil municipal, le 19 avril 2011, Monsieur Ferdy LOUISY invente une règle pour prétendre à une gestion administrative et comptable des congés de maladie et de maternité, en supprimant les 40 % de vie chère, primes et indemnités des travailleurs. Alors que **les décrets n°2010-997 du 26 août 2010** et n°87-602 du 30 juillet 1987, préconisent le maintien de ces avantages en pareil cas.

Le 1er décembre 2011, les Délégués de la Section ont interpellés le maire pour le respect et l'application de la loi. Sans réponse, le 19 décembre 2011, un nouveau conflit a été engagé sans aucune volonté de l'autorité de négocier Elle fait durer ce conflit, selon ses dires, pour affamer les travailleurs et les rendre à la mendicité.

Le mardi 13 mars 2012, Monsieur LOUSY avec la complicité du représentant de l'Etat, a fait intervenir les forces de l'ordre pour matraquer et gazer les employés de la commune afin de les empêcher d'assister au Conseil municipal qui s'est déroulé dans l'obscurité à huitclos.

Avant ce matraquage, Monsieur Louisy nous avait proposé par l'intermédiaire de la gendarmerie de Capesterre Belle Eau, une rencontre le mardi 20 mars 2012, qu'il n'a pas honoré.

Malgré, différentes saisines du Préfet et des parlementaires qui prétendent représenter le peuple et l'Etat dans le département. Ils sont restés silencieux sur la question.

Pourtant, ces personnages siègent au Parlement pour voter des lois, à leur retour en Guadeloupe refusent de les appliquer. Ceux-là même violent les droits fondamentaux des travailleurs lorsqu'ils sont à la tête d'une commune.

Pourtant, ils viennent à l'occasion de chaque élection quémander nos suffrages en nous demandant de leurs accorder notre confiance afin de défendre nos intérêts...

Où sont justement ces élus : **Cornano, Gillot, Desplans, (Sénateurs) et Lurel, Carabin, Jeanny Marc et Thiolien (Députés) ?**

Tandis que, François HOLLANDE, Chef de file des Socialistes, déclarait lors de son passage à l'Ile de la Réunion : «

Je suis pour le maintien

des acquis sociaux des fonctionnaires territoriaux, surtout les indemnités de vie chère ... ».

Or, on comprend difficilement comment les maires Socialistes n'appliquent pas ce principe en Guadeloupe ou plus singulièrement dans leur commune ? Peut-être ne seraient-ils pas socialistes ?

Nous restons ouverts à toutes propositions pour le maintien des droits et les avantages acquis des travailleurs.

Fait à Goyave, le 04 avril 2012

UTC/UGTG